

Des livres

Olivier Milhaud
26 avril 2008

Géopolitique de l'Union européenne (Sylvain Kahn)

Sylvain Kahn, *Géopolitique de l'Union européenne*, Armand Colin, 2007



Ne comptez pas trouver dans cette remarquable *Géopolitique de l'Union européenne* des propos lénifiants sur des Européens, pleins de bons sentiments, bâtissant un monde meilleur, ni *a contrario* des analyses paranoïaques de Bruxelles livrant de manière inéluctable le continent au capitalisme anglo-saxon. « On présente trop souvent la construction européenne comme une nécessité, une fatalité ou une mécanique. Le propos de cet ouvrage est au contraire d'exposer comment et de quelles façons la construction européenne est un projet : de confrontations en compromis, elle est la résultante de représentations politiques, territoriales et culturelles hétéronomes, tantôt conflictuelles tantôt pacifiées » (p. 5). Les premiers mots de l'introduction donnent le ton. Et cet ouvrage de Sylvain Kahn, producteur de l'émission *Planète Terre* sur France culture et enseignant à Sciences Po, aurait très bien pu s'appeler « Pour en finir avec les idées reçues sur la construction européenne ».

Première idée reçue : la construction naïve et tranquille d'une Europe inévitable. Non, « la construction européenne s'est faite dans le tapage, sinon la discorde », et la première partie, plutôt historique, sur « Une géopolitique partagée, mutualiser les indépendances nationales », est là pour rappeler les difficultés et calculs des Etats. La deuxième, « Une construction européenne, trois projets, deux puissances déchues », une des plus passionnantes, analyse les visions européennes de Paris, Londres et Berlin, et souligne à merveille combien chacun des grands Etats a cherché à placer sa vision du continent sur le devant de la scène.

Deuxième idée reçue : l'Europe force ses Etats-membres à renoncer à leurs intérêts particuliers. Tout au contraire faudrait-il penser, puisque la meilleure façon de défendre ses intérêts particuliers pour les Etats européens d'aujourd'hui est justement de les mutualiser *pour partie*. En cela, la troisième partie - « La dynamique des élargissements : fuite en avant ou projet kantien ? » - souligne combien l'extension de la construction européenne au Nord-Ouest, puis au Sud, puis à l'ex-RDA, puis au Nord, puis à l'Est, est un élément consubstantiel au projet européen. Et ces élargissements ne se fondent pas sur la générosité, mais sur un choix rationnel motivé par... la peur ! Peur des guerres après le deuxième conflit mondial, peur du communisme longtemps, peur de l'insécurité toujours avec le refus catégorique de s'associer à un Etat qui imposerait ses vues de manière unilatérale (d'où les critères de Copenhague pour un élargissement qui se fasse seulement et strictement aux Etats de droit).

Troisième idée reçue : les élargissements ont un but strictement mercantile et mettent l'Europe en panne. Faux ! Les élargissements servent à étendre l'aire de paix et de sécurité en liant le destin des Etats à ceux de leurs voisins. Les échanges économiques ont certes enrichi le continent et contribué à sa prospérité, mais ils ont surtout constitué un vecteur de construction et de solidarité politiques, à la fois « facteur et aiguillon du vouloir vivre ensemble » (p. 71). Sylvain Kahn rappelle en outre, à juste titre, que les décisions prises par l'Europe des 25 ont, jusqu'à présent, été adoptées plus rapidement et transcrites dans le droit plus efficacement que du temps de l'Europe des 15, preuve que l'élargissement semble faciliter les choses plutôt que les empêcher.

Quatrième idée reçue : l'Europe serait une grande démocratie pilotée par la Commission européenne. L'Europe est au contraire une association d'Etats souverains et aucune décision ne peut être pleinement adoptée et appliquée sans être validée par les représentants des gouvernements nationaux, tous issus des élections. Donc ce sont les Etats et leurs gouvernements, démocratiquement élus, qui sont au pouvoir, certainement pas un peuple européen non encore formalisé (ou alors les Allemands, les Français, les Britanniques, les Italiens et les Espagnols - largement plus nombreux que les autres - feraient la loi !). De même la Commission (qui emploie moins de fonctionnaires que la seule mairie de Paris) est largement plus faible qu'un gouvernement, même si, étant garante de l'expression de l'intérêt général européen tel qu'il est défini par les Etats membres et dans le cadre des compétences que ces Etats membres ont choisi de mettre en commun, elle cumule certains pouvoirs qui relèvent de l'exécutif, certains pouvoirs qui relèvent du législatif et certains autres, enfin, qui relèvent du judiciaire. Hybridité d'une construction à la fois communautaire et intergouvernementale.

Cinquième idée reçue : l'Europe sera bientôt puissante et forte. Pas du tout ; ce n'est pas son but ! S'inspirant des analyses de Zaki Laïdi, Sylvain Kahn montre dans sa dernière partie « Le monde dans les yeux de l'UE » que la politique extérieure de l'Union, avec ses actions militaires, ses rapports à l'OTAN, à la Russie ou aux autres pays tiers, repose sur une vision du droit, où l'établissement de normes communes et de partenariats pacifiques passe toujours avant l'usage de la force.

Au final, l'ouvrage fourmille de renseignements et surtout d'analyses sur ce « modèle coopératif » de mutualisation de certains pans de souveraineté. Citons quelques idées stimulantes glanées au fil des pages :

- La PAC, concomitante du marché commun, vise à « équilibrer en faveur d'une France plus agricole l'avantage donné avec le marché commun à une Allemagne plus industrielle » (p. 25) et évite aux gouvernants français de s'aliéner le puissant vote rural ;
- Le choix résolu des Allemands pour un élargissement à l'Est leur évitait d'être en première ligne face à la puissance russe ;
- La confrontation des visions française (défendre résolument l'échelon national, en défendant le droit de veto ou la prépondérance du Conseil (les gouvernements) sur la Commission (l'organe communautaire) par exemple), anglaise (qu'aucune puissance ne contrôle seule le continent, comme ça aurait pu être le cas avec l'Allemagne nazie ou les soviétiques, d'où le soutien réel pour un équilibre des forces en Europe, une association résolue avec la puissance militaire américaine et le refus de voir l'Union européenne concurrencer l'OTAN, ainsi qu'une méfiance libérale fondamentale pour tout empiètement sur les libertés individuelles, surtout depuis une autorité située à Bruxelles, donc sur le continent) et allemande (normaliser la place du pays sur le continent, mais aussi sur la scène internationale) est instructive à plus d'un titre ;

- La vision kantienne de l'Europe, avec le projet de paix perpétuelle du philosophe de Königsberg, qui ne repose pas sur un super-Etat, ni même sur un simple traité de paix entre Etats, mais sur l'émergence d'un cosmopolitisme, où un étranger, à son arrivée sur le territoire d'un autre, aurait le droit de « ne pas être traité par lui en ennemi », dans le cadre d'une société ouverte favorisée par les flux (cf le droit d'établissement des Européens dans tout pays membre et la liberté de circulation), et dans le cadre d'une alliance de nations libres, toujours autonomes, mais partageant ensemble ce projet commun, loin de toute idée de domination d'un Etat sur un autre ;
- La force géopolitique du projet européen qui transforme de l'intérieur les sociétés des pays candidats avec le paradoxe de voir un parti turc islamique qui fait tout pour arrimer son pays à l'Europe, quitte à acclimater le projet européen à son corpus idéologique, à lui faire renoncer à toute autre alliance géopolitique et à accélérer l'entrée de la Turquie dans l'Etat de droit, la démocratisation et la moindre importance de l'armée ;
- La nature politique non identifiée de l'Europe qui effraie ses peuples obsédés par leurs divergences, alors même que, de l'extérieur, l'Europe apparaît comme un modèle influent sur la marche du monde.

Le lecteur sera parfois frustré de la rapidité de certaines analyses (la dimension kantienne de la géopolitique européenne, expédiée en quatre pages ; les élargissements successifs dont on perçoit la logique d'ensemble mais trop peu les répercussions internes pour l'Union européenne ; les relations post-coloniales avec les pays pauvres ou les relations commerciales et culturelles avec les Etats-Unis auraient vraiment gagné à être approfondies, tout comme la perception de l'Europe hors des trois grands français, anglais et allemand ; le fait que la construction européenne favorise l'expression politique de nations potentielles au Royaume-Uni, en Belgique, en Espagne, jusqu'à la partition tranquille de la Tchécoslovaquie, ne permet cependant pas de conclure que « la question de la viabilité ou de la non-viabilité d'un Etat ne se pose plus en Europe »). On peut regretter aussi le manque de lisibilité des deux cartes du livre, trop sombres, ou la bibliographie franco-française où défile tout Sciences Po. En même temps, faire tenir tant d'analyse en 128 pages force l'admiration.

La contestation d'une histoire inéluctable de la construction européenne se fait curieusement parfois par le recours à des formes d'expression qui réintroduisent ici et là de l'inéluctable (comme le fait d'ailleurs peut-être mon compte rendu !). On a de temps à autre l'impression qu'il y aurait une géopolitique unique de l'Union européenne, qui se serait construite aux prix certes de compromis et de contestations, mais qui deviendrait maintenant quasi autonome, telle « une ruse de la raison européenne » (p. 92) avançant de son propre chef vers des souverainetés partiellement partagées, plus d'intégration et plus d'indépendance à la fois, et bien sûr le refus catégorique de l'état de guerre. Heureusement, Sylvain Kahn a eu l'intelligence de dater son manuscrit, juillet 2007, et de rappeler à plusieurs reprises sa contestation de l'idée d'une histoire jouée d'avance.

Pour conclure, ce fonctionnement européen, qui invente « un nouveau système de sécurité collective », s'avère « en concurrence avec l'exercice classique et ancien de la souveraineté nationale par l'Etat. Plusieurs cas en témoignent. Sur le continent européen, c'est la rivalité entre la Fédération de Russie et l'Union européenne. Au sein de l'ensemble transatlantique, ce sont les débats et les divergences politiques entre Américains et Européens, sur le Moyen-Orient, la justice pénale internationale, la lutte contre le réchauffement climatique. L'Union européenne n'est donc pas tant l'instrument d'un dépassement de l'Etat que celui de la mutation des valeurs politiques et idéologiques dont il a été le vecteur depuis la Renaissance. La souveraineté n'en est plus la valeur exclusive. Elle devient, si l'on peut dire, une valeur

partagée, à géométrie variable et mise en réseau. (...) [Cette mise en commun] est devenue la modalité la plus efficace pour œuvrer à la défense et au développement des intérêts nationaux comme à l'indépendance des peuples » (p. 125). Puissent ces quelques mots de la conclusion inviter le plus grand nombre à lire cette *Géopolitique de l'Europe*, pour que l'on considère, enfin, l'Europe comme un projet, et certainement pas comme un donné.

Compte rendu : Olivier Milhaud

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net